



Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles  
Bureau: 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex  
Tel : 33 (0)1 43 94 72 59 Fax : 33 (0)9 62 39 70 48 Email: [agter@agter.org](mailto:agter@agter.org) Web: <http://www.agter.asso.fr/>

# **ASSEMBLEE GENERALE DU 19 JUIN 2010**

## **Rapport Moral**

**Hubert Cochet**

### **La gouvernance de la terre dans le Monde, un enjeu plus que jamais d'actualité**

Il est clair que l'actualité 2009 a fait éclater au grand jour l'importance cruciale des questions foncières dans le Monde et justifié, en quelque sorte, le positionnement stratégique d'AGTER sur ces aspects tout en confortant notre utilité sociale.

Bien que la prise de contrôle d'importantes surfaces agricoles dans les pays du Sud par des entreprises et gouvernements des pays du Nord ne soit pas une nouveauté, loin de là, l'envolée des prix agricoles des années 2007-2008 a provoqué l'emballement brutal d'un phénomène jusque là plutôt en recul. Tandis que certains gouvernements de pays très largement dépendants du marché mondial pour leur approvisionnement en nourriture et/ou agrocarburant, ont décidé de prendre en charge directement leur approvisionnement off shore sans passer par l'intermédiaire du marché mondial, des investisseurs privés y ont vu l'occasion de réaliser de considérables profits tout en diversifiant leur portefeuille d'activités.

Amorcé en 2008, ce mouvement d'acquisition ou de contrôle à grande échelle de terres agricoles par des puissances étrangères publiques ou privées a pris une ampleur sans précédent en 2009 et rien ne semble aujourd'hui en mesure de l'arrêter, la baisse des prix agricoles survenue à partir de l'automne 2008 n'ayant pas vraiment modifié la donne.

Personne ne peut aujourd'hui mesurer les conséquences de ce phénomène ni même en quantifier le périmètre. Il est par contre certain que la question de la gouvernance de la terre et au-delà, de l'eau (notamment d'irrigation) et des ressources naturelles (notamment les forêts), se retrouve au centre des questions et enjeux posés par cette situation sans précédent.

C'est pourquoi il apparaissait évident que AGTER avait tout particulièrement vocation à s'investir sur ce dossier en 2009 et à y consacrer le plus possible de forces. Il fallait d'urgence prendre à bras le corps ce problème, en analyser les mécanismes et tirer la sonnette d'alarme sur ses conséquences potentiellement désastreuses. A la suite du premier rapport publié sur la question par l'ONG Grain après que l'affaire Daewoo à Madagascar n'émeuve l'opinion publique, les organisations internationales (FAO, Banque Mondiale, ...), d'une part, certains gouvernements d'autre part ont pris soudainement conscience du problème.

C'est ainsi que AGTER a été sollicité par la International Land Coalition (ILC), d'abord, puis par l'Agence Française de Développement (AFD), pour rédiger des documents de cadrage sur cette question, preuve que l'association était déjà clairement identifiée et appréciée pour son expertise sur

les questions foncières. Un cadre conceptuel, faisant notamment ressortir le processus d'accaparement de la rente par ces prises de contrôle du foncier à travers le Monde, rédigé par Clara Jamart et Michel Merlet a été présenté à l'assemblée générale de l'ILC dès le printemps 2009 et publié en trois langues depuis, lui assurant une large diffusion. Puis, ce fut, avec l'AFD et le MAEE, l'animation de la réflexion d'un groupe de travail élargi du Comité Foncier, intégrant des membres du Groupe Interministériel sur la Sécurité Alimentaire (GISA) sur les appropriations massives de terres. AGTER a été invité, avec quelques autres organisations de la société civile française à participer au groupe de travail sur "les cessions d'actifs agricoles à des investisseurs étrangers" mis en place par le Centre d'Analyse Stratégique (CAS) à la demande du Secrétariat d'Etat chargé de la prospective et du développement de l'économie numérique. Enfin, plus récemment la rédaction, la FAO a commandé à AGTER la préparation d'une note de synthèse sur les « points chauds » de la Terre en matière de conflits fonciers, dans le cadre de la préparation du rapport 2011 sur l'État de la Terre et de l'Eau.

Rien ne pouvait préjuger, avant que ce phénomène ne devienne massif, que notre association s'investisse à ce point sur ce dossier, au point peut être d'en délaissier d'autres. Mais pouvait-on faire autrement ? Sans doute non, la réflexion engagée était stratégique pour AGTER, au cœur de ses compétences « historiques » sur le foncier et sa gouvernance. Par ailleurs, elle a été l'occasion de renforcer les liens que nous avons avec de nombreuses personnes et institutions et d'affirmer à la fois une certaine rigueur dans l'analyse et un engagement citoyen.

## **AGTER, une association débordée par son succès ?**

Malgré le temps consacré au dossier des accaparements fonciers dans le Monde, beaucoup d'autres dossiers ont connu une avancée significative en 2009 : le site de ressources documentaires tout d'abord, projet fondateur d'AGTER, qui vient enfin d'être mis en ligne et vers lequel seront peu à peu basculés les travaux déjà forts riches de notre site « vitrine » ; mais aussi le chantier sur la régulation de l'accès aux ressources naturelles avec le voyage d'études organisé dans les Alpes française (juillet 2009) à la suite du voyage au Mexique organisé l'année précédente ; l'ouverture d'un important dossier « forêt » avec plusieurs missions d'études en Bolivie (2008 et 2009) et au Brésil (2008) et la préparation en cours d'une convention avec la fondation Ford et l'ONG Rights and Resources Initiative (RRI) ; l'animation de réseau, l'organisation des réunion thématique sur le site de Nogent, etc. (cf. Rapport d'Activités).

L'investissement humain dédié à cette question des accaparements fonciers à grande échelle ainsi que les nombreux dossier/chantiers sur les quels l'association a souhaité travailler ou a été sollicitée pour ce faire par tel ou tel organisme ont pu donner l'impression, partagée par beaucoup d'entre nous, d'être un peu dépassé par l'ampleur de la tâche à accomplir. C'est un peu la rançon de notre succès autant que celle de l'immensité des questions soulevées et de la démesure de nos ambitions... .

L'équipe de permanents a pourtant été sérieusement renforcée puisque ses effectifs ont doublé au printemps 2009 avec l'embauche de Samuel L'Orphelin et Mathieu Perdriault. Cela a été possible grâce au contrat de prestation signé avec l'AFD, mais aussi à l'obtention de contrats aidés qui ont réduit le coût de ces embauches. Nous disposons désormais de 4 salariés à temps pleins, Michel est encore à temps partiel, malgré son investissement considérable dans l'association. Plus récemment, Marta Fraticelli, stagiaire à AGTER en 2008, puis associée au travail de Michel sur une recherche pour le Centre International des Forêts (CIFOR) en Bolivie en 2009, a été à son tour embauchée, ,à aussi sur contrat aidé, pour travailler notamment sur ce nouveau chantier « gestion des forêts ».

Malgré cette croissance importante du nombre de salariés et du volume d'activités, nous n'arrivons pas à faire face à la « demande », c'est-à-dire aux sollicitations multiples qui nous sont adressées. Engagés sur de trop nombreux dossiers, nous n'arrivons pas toujours à respecter les délais impartis par les commanditaires ou à éviter une dose déraisonnable de stress à la veille d'une échéance importante. Peut être faudra-t-il apprendre à dire « non » et à mieux sélectionner les dossiers sur

lesquels nous choisissons de nous investir. Tâche délicate car il nous faut aussi trouver d'autres sources de financement que les subventions attribuées par notre partenaire historique, la Fondation Charles Léopold Mayer Pour le Progrès de l'Homme, et gagner en autonomie.

L'association a aussi réussi à mobiliser des bénévoles pour accroître sa capacité de travail : d'abord Samuel et Mathieu avant qu'ils ne soient embauchés, mais aussi Elisabeth Muller, ancienne comptable d'AVSF, désormais à la retraite, et qui a accepté de faire bénéficiaire AGTER de son expérience depuis l'été dernier. Des traducteurs bénévoles ont aussi été sollicités, avec succès, pour nous aider à traduire un certain nombre d'articles et de fiches de notre site. Grâce à eux, et au travail de toute l'équipe, le déséquilibre linguistique de notre site (encore trop peu de textes en anglais et en espagnol) est en train de s'atténuer.

Mais l'association peine encore à mobiliser tous ses membres et à faire vivre son réseau. Les membres vraiment actifs sont encore trop peu nombreux, souvent débordés dans leurs activités professionnelles et très peu disponibles. Peu d'entre eux contribuent aux échanges sollicités par mail ou à l'approvisionnement de notre site. Une réflexion a été menée sur ce sujet par l'équipe de salariés l'année dernière et a déjà porté ses fruits : mobilisation de bénévoles, lancement ces derniers mois d'un bulletin d'information, mais il reste beaucoup à faire pour améliorer la situation.

## **Perspectives d'avenir**

Il y a un an, nous faisons déjà le diagnostic suivant : la question du foncier reste le thème principalement développé, sur lequel le réseau est le plus mobilisé, et l'association la plus sollicitée. Ce point s'est encore accentué cette année avec l'investissement réalisé sur la question des accaparements fonciers. Il faudra donc continuer à travailler au renforcement du réseau et de la réflexion sur les thèmes les moins travaillés (gouvernance de l'eau, des ressources halieutiques et des forêts par exemple), tout en continuant à approfondir une réflexion de qualité sur le thème du foncier. C'est sur la question des forêts que nous avons le plus progressé en 2009.

Par ailleurs, le site de ressources documentaires étant désormais opérationnel, il nous faudra trouver les moyens de le faire vivre, et il faudra développer les partenariats ad hoc pour parvenir à alimenter et à animer ce site collaboratif. Ce site devra être partagé avec d'autres institutions proches d'AGTER pour pouvoir se développer et atteindre le rayonnement espéré.

Enfin, même si des avancées significatives ont été faites en 2009 en matière de financement (notamment la perspective d'obtenir un premier financement important de la fondation Ford pour travailler avec la Coalition RRI, et l'espoir que cela puisse être le début d'une collaboration longue), il faudra continuer à diversifier les sources de financement de l'association pour stabiliser sa situation financière. En septembre dernier, Michel avait rédigé, à l'intention de nos partenaires de la Fondation Charles Léopold Mayer, un document important sur les perspectives financières d'AGTER. Il insistait sur le fait qu'AGTER avait recherché, dès sa création, d'autres sources de financement pour préparer son avenir. Il y annonçait que la part des subventions FPH dans le financement d'AGTER tomberait, en 2009, à 43% de son financement total, ce qui représente une avancée considérable. Il n'en reste pas moins que les financements de la FPH restent indispensables à court et moyen terme pour assurer la pérennité de l'Association et éviter qu'elle ne se transforme en bureau d'étude avec le risque inhérent de privilégier la course aux financements et l'enchaînement des contrats au détriment de la réflexion de fond et de l'animation du site de ressources documentaire.